vie féminine

De Wever 1er : Le gouvernement qui n'aime pas les femmes

Vie Féminine a pris connaissance des grandes lignes de l'accord de gouvernement de la coalition fédérale NVA-MR-CD&V-Engagés-Vooruit et redoute un recul des droits des femmes en Belgique.

Avec quatre femmes sur quinze ministres, et aucune d'entre elles dans le Kern (soit le lieu où se prennent les décisions les plus importantes), le message est clair : l'égalité entre les genres n'est pas un objectif souhaitable pour le gouvernement de Bart De Wever 1er. Mais au-delà de la forme, c'est bien plus encore le fond de cet accord qui nous inquiète. La désinvolture avec laquelle le gouvernement balaye l'objectif de parité en son sein ne fait qu'illustrer l'absence complète de considération pour les réalités des femmes de ce pays. Comme souvent, elles seront en première ligne des mesures socio-économiques drastiques que le boys club de la rue de la Loi entend prendre.

Avec la réforme des pensions qui s'annonce, de nombreuses femmes n'auront ni accès à une pension complète ni même à la pension minimum et ce alors que l'écart de pension est déjà de 25% dans notre pays. Les malades de longue durée sont aussi dans la ligne de mire avec trajet de réintégration obligatoire et sanctions à la clé… Or, 60% des travailleur.euse.s en invalidité de travail sont des femmes. Aucune réflexion n'est portée sur les causes de l'explosion des maladies de longue durée et sur son aspect très genré. Au contraire, la flexibilisation accrue du marché du travail (fin de l'interdiction du travail le dimanche, début du travail de nuit à minuit plutôt qu'à 20h, etc.) risque d'entraîner une dégradation supplémentaire des conditions de travail et rendre la conciliation entre vie privée et vie professionnelle encore plus compliquée… Conciliation qui repose largement sur les épaules des femmes, à qui on propose désormais pour seule aide un nouveau « sac-à-dos » de congés par enfant. Pas sûr que ça allège leur tâche ! Que dire encore des chômeuses qui se verront exclues des allocations de chômage après deux années, ou des femmes migrantes qui subiront de plein fouet une politique migratoire extrêmement dure qui remet en cause les droits fondamentaux ?

Le gendermainstreaming – obligation légale des gouvernements à analyser l'impact de leurs mesures sur les femmes et les hommes et à rectifier le tir en cas de différences – a vraisemblablement disparu.

Vie Féminine s'alarme de l'effet des politiques annoncées sur la situation des femmes, déjà statistiquement plus précaires que les hommes. Lorsqu'on affaiblit leur autonomie économique, c'est bien aux droits des femmes que l'on s'attaque. Ce gouvernement n'est pas seulement anti-social, il est de facto anti-femmes.